

**LUNDI 1er MAI**

**MANIFESTATIONS**  
**10h30 - SAINT-MALO**

**porte Saint Vincent**  
**17h - COMBOURG**  
**place piquette**

**LUNDI 1ER MAI 2023**

**17h : MANIFESTATION**

COMBOURG/Place piquette (centre ville)

**18h: moment convivial partagé**

Chacun.e amène de quoi boire et manger/  
COMBOURG: bord de l'étang à l'aire de jeux

**ON SE BATTRA  
JUSQU'AU RETRAIT  
DE LA LOI  
MACRON SUR LES  
RETRAITES**



**RENCONTRE-DEBAT**

**SAINT-MALO**  
**1er mai**

après la manifestation  
syndicale

Jardin entre la digue  
des Bas-Sablons et la place  
Mgr Duchesne (Saint-Servan)

À partir de 13h30, accueil  
À partir de 15h, DEBAT

**POUR GAGNER,  
sur les RETRAITES,  
sur les SALAIRES,  
sur les LIBERTES...**

**Pour prendre contact  
avec le NPA**

**[npsaintmalo@gmail.com](mailto:npsaintmalo@gmail.com)**

**Rouge Emeraude**

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

ISSN 2969-9924

n°120  
27 avril  
2023

## Un 1er mai massif pour nos retraites et dégager Macron et son monde

Macron voudrait siffler la fin de la partie en nous imposant « cent jours d'apaisement » pour tourner la page de la séquence des retraites. Mais en réalité la détermination populaire reste intacte et, partout où il se déplace, le gouvernement est chahuté car **il n'y aura pas de paix sans retrait.**

**Il ne faut donc rien lâcher et faire du 1er mai le début d'une nouvelle séquence de la mobilisation, avec grèves, blocages et manifestations.**

### Un gouvernement qui nous mène droit dans le mur

Pour l'anniversaire de sa réélection, Macron, droit dans ses bottes, affichait son autosatisfaction habituelle concernant son bilan, qui tranche avec les casserolades qui ont résonné partout lundi 24 avril.

Macron ose assurer que cette réforme « redonne du muscle à la France » et permet d'ouvrir de futurs chantiers. Sur le fond, c'est continuer de détruire nos acquis sociaux, saccager la planète. Sur la forme, c'est renforcer les pratiques de gouvernance autoritaire, les passages en force à l'assemblée ou dans la rue symbolisés par le refus également assumé de considérer les violences policières alors même que celles-ci se multiplient. Pire encore, Macron, et même si il diffère le projet de loi Darmanin, va sur le terrain du RN en durcissant la politique migratoire. C'est ce qu'il fait à Mayotte en chassant pauvres et immigrés via l'opération « Wuambushu ».

En renforçant la crise politique, en menant une politique autoritaire raciste et antisociale, **le pouvoir déroule un tapis rouge aux fascistes en embuscade, qui rêvent de se nourrir des désillusions du mouvement social.** Il est urgent de stopper ce gouvernement qui nous mène toujours plus droit dans le mur et de rompre avec un régime anti-démocratique qui entérine l'idée que quelques dizaines d'élus sont plus légitimes que la mobilisation de centaines de milliers de personnes.

### Mobilisation pour construire une alternative anticapitaliste

Il n'y aura pas de trêve dans la lutte de classe. Nous refusons de nous laisser imposer un agenda politique qui se calquerait sur l'agenda institutionnel. Comme avec le mouvement des casserolades, c'est à notre camp social d'imposer un nouveau calendrier de mobilisations dont **l'objectif à terme reste la mise à l'arrêt du pays par la grève générale.** Ce 1er mai doit constituer une démonstration de force permettant **d'aller vers cette perspective pour gagner le retrait de la réforme et élargir la plateforme revendicative à l'augmentation des salaires et des pensions, à la garantie des libertés démocratiques...**



**GREVE GENERALE !**

Cette victoire est nécessaire pour inverser le rapport de forces. Elle est possible en construisant une riposte unitaire et radicale basée sur les forces politiques, syndicales et associatives déterminées à en découdre. Plus largement, il faut engager la bataille politique pour **dégager ce gouvernement illégitime et travailler à la rupture révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme,** pour une société démocratique, écosocialiste, débarrassée de l'exploitation et des oppressions.



avec Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

## BREVES DE PONTONS

### Route du Rhum 2022, épilogue...

La presse locale s'est faite l'écho ces derniers jours d'une étude, commandée par la ville de Saint-Malo et réalisée par le cabinet de conseil Ernst & Young (coût: 47.000€ quand même, financé dans le cadre des actions Cœur de ville !) et relative aux retombées économiques et touristiques de l'édition 2022 de la Route du Rhum.

En vérité, on apprend pas grand-chose par rapport à ce que nous avons supputé dans notre n°108 ([http://www.anticapitaliste-35.org/IMG/pdf/re\\_108\\_vdiff.pdf](http://www.anticapitaliste-35.org/IMG/pdf/re_108_vdiff.pdf)). « L'industrie touristique » (hôtellerie et restauration) profite effectivement de quelques 18 millions d'€, mais n'aura créé (temporairement) que 319 emplois (équivalents temps plein). Autrement dit, où est l'impact de l'événement pour les locaux ? Même A. Le Gagne s'interroge sur ce point.

Quant au coût pour les finances locales, il se confirme que c'est 3,1 millions d'€ qui auront été « investis » (dixit l'adjoint aux finances), mais au bénéfice de qui ? En tout cas, le même adjoint aux finances avoue ne pas savoir ce qu'aura fait de sa confortable subvention l'organisateur OC Sport. Léger, non ?

Pour autant, l'orientation est confirmée: on remet ça en 2026, de peur de se faire piquer l'événement Route du Rhum par les lorientais ou les rochelais.

Dernière chose: à l'occasion de ce bilan, on ré-évoque et on précise que l'on travaille sur le projet de « pôle de la course au large » ou de « filière nautique professionnelle de haut niveau », sujet qui a été savamment masqué lors des assises du sport du 28 janvier, sans doute pour ne pas inquiéter les sportifs locaux.

DB

### Le mi-mandat de M. Lurton

Le maire de Saint-Malo a fait distribuer ces derniers jours, une brochure de 36 pages censée dresser un bilan des 3 premières années de son mandat et préciser les orientations pour les années à venir.

Tout ce qui a été fait, en cours ou programmé est décliné exhaustivement en 11 chapitres, ouverts par des titres bien communiquant et ronflant.

Pour autant, par rapport à l'engagement pris lors de la campagne municipale qui était formalisé en termes d'« **anticiper, concerter, décider et agir** », on repassera.

Le **manque d'anticipation** est en effet patent, tant en ce qui concerne, par exemple, la localisation du futur hôpital territorial que (plus grave encore) par rapport au risque de submersion marine. A telle enseigne, que l'équipe municipale vient d'être contrainte d'abandonner le site des « anciens silos » pour son projet de Musée Maritime. Et ça continue, puisque cette donnée majeure n'est pas encore intégrée comme une contrainte majeure du plan local d'urbanisme (PLU).

Quant à la capacité de **décider et d'agir**, chacun aura en tête son exemple de sur-place et d'atermoiement de l'équipe municipale: d'études en études, confiées à prix d'or à tel ou tel cabinet conseil, on tergiverse ou louvoie sur des dossiers significatifs comme la Briantais, l'impact visuel du projet de terminal ferry du Naye, la pollution de l'air, les équipements et la politique sportive...

Quant au PLU et la politique d'urbanisme, même si—dans sa brochure de mi-mandat—, G. Lurton tente de se dédouaner à bon compte sur son prédécesseur qui n'aurait pas (et c'est vrai) « *préserver la ville que nous aimons* », il est bien obligé de reconnaître qu'il a continué dans la même veine comme en témoignent les oppositions qui se sont levées dans nombre de quartiers.

Bref, voilà un bilan de mi-mandat, même présenté sur papier glacé, qui n'est pas glorieux. Certes, nous n'étions pas dans l'attente d'une politique municipale de rupture avec le (les) mandat précédent. Nous ne faisons donc pas partie des déçus !

DB

### « C'est curieux chez ce malouin [R. Beaumanoir], ce besoin de faire des phrases ! »

Ainsi pourrait-on résumer, en pastichant la phrase culte des Tontons flingueurs, les propos de R. Beaumanoir largement mis en scène par *Ouest-France* du 25 avril.

Car en vérité, comme dans la brochure de mi-mandat du maire de Saint-Malo, pas grand-chose de neuf.

On connaissait la mésentente de Beaumanoir avec l'ancien maire R. Couanau et sa volonté que la municipalité soit à la main des gros entrepreneurs de la ville, ce qu'elle fut sous la mandature Renoult. On en a la confirmation et même celle du prolongement de ces bisbilles avec G. Lurton. Car Beaumanoir n'a toujours pas digéré que deux projets qu'il soutenait—privatisation du château de la Briantais et complexe sportif-entrepreneurial—et qui participaient de son désir de faire « main basse sur la ville » n'aient pas été (fort heureusement) repris.

Bref, beaucoup de bile pour rien.

Ah si, la volonté de mettre en piste pour l'élection municipale de 2026 un.e jeune entrepreneur.se bien propre sur lui. Avis aux amateur.trice ! Une nouvelle opportunité de division à droite à saisir ?

DB

### Mayotte: l'opération Wuambushu ou la sale besogne post-coloniale de Darmanin

*La France s'est refusée à une décolonisation complète de ses colonies dans l'archipel des Comores en maintenant Mayotte dans son giron, provoquant une division responsable de la mort de milliers de ComorienEs qui tentent de rejoindre les côtes mahoraises et instituant un climat de haine dans l'île.*

Depuis plusieurs semaines une intervention de police de grande ampleur était en préparation en vue de démanteler les bidonvilles installés notamment à Mamoudzou, capitale de Mayotte. Darmanin a engagé lundi dernier cette opération connue sous le nom de « Wuambushu » (signifiant « reprise ») avec le succès que l'on sait (suspension ordonnée par le Tribunal administratif, refus des Comores d'accueillir les expulsés...). A cette fin, 500 gendarmes et CRS, dont la compagnie 8 connue pour ses méthodes violentes, ont été acheminés sur l'île, vestige du colonialisme français.

### Maintenir l'empire

L'archipel des Comores comprend les îles d'Anjouan, de Grande-Comore, de Mohéli et de Mayotte. Les Comoriens ont voté pour leur indépendance en 1974. Seule l'île de Mayotte s'y est opposée du fait de son antagonisme avec Grande-Comore et Anjouan. Rien d'étonnant à cela. La colo-



nisation des pays africains s'est faite par la violence et la ruse en utilisant et nourrissant les rivalités existantes entre royaumes, clans ou grandes familles régnantes. Afin que les puissances coloniales ne profitent pas de ces divisions pour dépecer les pays lors du processus de décolonisation, l'ONU, dans le point 6 de sa déclaration du 14 décembre 1960, avait pourtant précisé que : « *Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations unies* ». C'est précisément ce que la France a fait.

En abusant en la circonstance de l'argument du droit à

## Premières réflexions sur un mouvement social exceptionnel

l'autodétermination des peuples, Paris a maintenu ses intérêts stratégiques de « grande puissance ». En effet la France, avec ses confettis d'empire, possède, après les USA, le plus grand domaine maritime du monde.

### Le prix à payer

Pour maintenir le statu quo, les autorités françaises n'ont pas hésité à mener une politique agressive vis-à-vis des Comores en utilisant des mercenaires comme Bob Denard pour mettre au pas les dirigeants de l'archipel. Les conséquences de cette politique sont désastreuses. Les Comoriens, avec l'instauration du visa Balladur, ne peuvent plus se rendre légalement à Mayotte. Seule solution, utiliser les « kwassakwassa », barques de pêche locales, occasionnant de nombreux chavirements...et morts. Les estimations du Sénat français font état d'un **millier de noyéEs par an**.

Dans l'île de Mayotte, les habitantEs ont été victimes d'un jeu de dupes. Ils et elles ont accepté de se départir de leur mode de vie, d'abandonner leurs coutumes, et de se conformer autant que faire se peut aux lois de la République pour bénéficier d'un niveau de vie et de prestations sociales équivalents à la métropole. Les espoirs ont été déçus puisque dans tous les domaines, Mayotte, devenu le **101ème département, reste et de loin le plus pauvre de France**. En effet, trois personnes sur quatre vivent sous le seuil de pauvreté.

### Avenir menacé

L'économie de Mayotte est avant tout marquée par une **inégalité sociale grandissante, entre expatriés métropolitains, élites locales et reste de la population**.

Principale victime, la jeunesse qui représente près de 60% des habitantEs. En l'absence d'une politique de formation et d'insertion sociale, la grande majorité des jeunes se retrouvent en déshérence. CertainEs se réfugient dans l'économie de survie, le travail informel, d'autres forment des bandes menant des activités plus ou moins légales et parfois très violentes.

Ce **délitement social** est renforcé par la politique coloniale qui a instauré une **ségrégation sociale entre ComorienEs et MahoraisEs** pourtant issus du même archipel. Les ComorienEs à Mayotte sont perçus par nombre de MahoraisEs comme une menace tant sécuritaire que sociale. Des véritables milices se forment pour les expulser des « bangas », ces taudis qui forment les bidonvilles de l'île. Ces expulsions se déroulent sous le regard bienveillant des autorités françaises.

En menant l'opération « Wuambushu », Darmanin et consorts ne font que conforter ces sentiments de haine qui pourraient déboucher un jour ou l'autre sur des conséquences tragiques de grande ampleur.

*Avec P. Martial (AK n°659)-26/04*

*Avec la validation de l'essentiel de la loi par Conseil Constitutionnel et sa promulgation, le mouvement social contre la contre-réforme des retraites est entré dans une nouvelle séquence. A la veille de ce 1<sup>er</sup> mai qui s'annonce massif, il n'est sans doute pas trop tôt pour réfléchir sur quelques caractéristiques et problématiques de ce mouvement.*

Le mouvement social que nous vivons est, sans doute plus encore qu'en 2010 et 2019, une véritable « levée en masse » du salariat et des retraités, tant par sa durée dans le temps (depuis plus de 3 mois) que par son extension dans l'espace. Et cela aussi bien dans les agglomérations importantes sans traditions récentes de fortes mobilisations populaires comme Saint-Malo, que dans les zones plus « rurales » telle Combourg, voire fortement influencées par l'extrême-droite tel le canton de Dol (Le Pen + Zemmour= 32% à la présidentielle 2022 !).

Ce mouvement massif s'est levé certes sur la question du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans et l'accélération de la durée de cotisation à 43 annuités pour avoir une pension complète, mais s'est nourri au fur et à mesure de la **colère que provoquent la montée des inégalités sociales, le renchérissement des produits de première nécessité et le coût d'approvisionnement en énergie**. Le mode antidémocratique de gestion du parcours institutionnel de la loi (44.1, 49.3, décision du Conseil Constitutionnel, promulgation précipitée...) puis l'option tout répression des manifestations et rassemblements ont fait le reste pour coaguler le ressentiment et la détermination de millions de travailleur.es, retraité.es et jeunes contre ce texte et ce pouvoir scléroté.

Pour autant et malgré sa puissance inédite depuis près de 30 ans, assise sur une unité syndicale remarquable, force est de constater que le mouvement n'a pas, à ce jour, réussi ni à faire reculer le pouvoir, ni à le « débrancher » de ses soutiens politiques et du grand patronat. Dès lors, il nous semble d'ores et déjà nécessaire et utile de s'interroger sur le pourquoi de cette situation. Ne serait-ce que pour orienter la suite, tant il est vrai que nous sommes persuadés que « l'affaire n'est pas pliée » et qu'une nouvelle phase va s'ouvrir après le 1<sup>er</sup> mai.

Nous ne relaterons pas ici certaines critiques qui mettent en cause la pu- sillanimité de l'intersyndicale nationale, sa stratégie de journées d'action « saute-mouton » et plus spécialement ses réserves constantes à avancer l'idée même de la

grève générale. Ceci, même si les motifs et les « opportunités » n'ont pas manqué pour durcir le ton, que ce soit le 16 mars (déclenchement du 49.3), le 20 mars (échec de la motion de censure LIOT-NUPEs), le 5 avril (fiasco de la rencontre de l'intersyndicale avec E. Borne), le 14 avril (validation de l'essentiel de la loi par le Conseil Constitutionnel), le 15 avril (promulgation nocturne de la loi par Macron)...

En revanche, plusieurs facteurs nous semblent devoir être pris en compte pour expliquer que le mouvement, en dépit de sa profondeur, n'ait pas encore gagné, parmi lesquelles :

- ◇ l'implication tardive de la jeunesse (et encore, pas partout) dans le mouvement ; mais était-ce évitable s'agissant d'une lutte concernant initialement la fin de carrière professionnelle ?
- ◇ l'assez faible ampleur de la vague gréviste et de la reconductibilité des arrêts de travail après le 7 mars, notamment dans les secteurs productifs ; mais est-ce si étonnant que cela du fait de l'accélération de la désindustrialisation de la France depuis 20 ans, de l'affaiblissement global de l'implantation syndicale, ainsi que de l'individualisation des statuts (auto-entreprenariat, ubérisation,...) et de l'évolution de l'organisation du travail (télé-travail, annualisation...)?
- ◇ L'insuffisante mise en place de structures d'auto-organisation des salarié.es dans les grèves (assemblée générale de boîte, comité de grève, réunion interprofessionnelle de grévistes, centralisation locale et nationale...), permettant l'implication des non (ou des plus) syndiqué.es dans le mouvement. Et par ailleurs, la large, permanente et consensuelle unité syndicale n'a-t-elle pas paradoxalement limité l'éclosion d'organes d'auto-organisation ?
- ◇ L'absence d'évolution de la plateforme revendicative de l'intersyndicale, circonscrite à la question des retraites, alors que l'entrée dans la lutte de « primo-manifestant.es » est aussi liée, par exemple à la question des salaires, du pouvoir de vivre, des libertés démocratiques.

Au moment où s'ouvre une nouvelle étape, il nous semble important que le débat s'engage sur ces différents aspects.

*Léonard*



# CHRONIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

Toujours nombreu.ses et déterminé.es  
le 13 avril dans les manifs de  
Saint-Malo et Combourg et en réponse à  
la validation du Conseil Constitutionnel  
et la « provo-promulgation » de Macron



Saint-Malo,  
lundi 17 avril

Le lundi soir à 20h,  
j'ai casseroles !

Saint-Malo,  
lundi 24 avril

Vous l'avez sans doute vu dans les défilés malouins, Jérôme, vidéaste indépendant, documente le mouvement local contre la réforme des retraites.

N'hésitez pas à aller voir ses vidéos sur <http://youtube.com/@SOKIALMEDIA>

**L'arsenal autoritaire se renforce:  
Un décret du 19 avril dernier autorise désormais  
l'usage de drones par les policiers, gendarmes...  
pour surveiller les manifs...!**

**Art. R. 242 8. -1. du code de la sécurité intérieure:**  
[...] les services de la police nationale, de la gendarmerie nationale et [...] les militaires des armées déployés sur le territoire national, sont autorisés à mettre en œuvre des traitements de données à caractère personnel provenant de **caméras installées sur des aéronefs**. Ces traitements ont pour finalités :  
« 1° La prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés, en raison de leurs caractéristiques ou des faits qui s'y sont déjà déroulés, à des risques d'agression, de vol ou de trafic d'armes, d'êtres humains ou de stupéfiants, ainsi que la **protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords immédiats, lorsqu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'intrusion ou de dégradation** ;  
« 2° La sécurité des **rassemblements de personnes sur la voie publique ou dans des lieux ouverts au public ainsi que l'appui des personnels au sol, en vue de leur permettre de maintenir ou de rétablir l'ordre public, lorsque ces rassemblements sont susceptibles d'entraîner des troubles graves à l'ordre public** ;  
« 3° La prévention d'actes de terrorisme ;  
« 4° La régulation des flux de transport, aux seules fins du maintien de l'ordre et de la sécurité publics ; « 5° La **surveillance des frontières, en vue de lutter contre leur franchissement irrégulier** ;  
« 6° Le secours aux personnes.



*Ils ne nous entendent pas, on continue à faire du bruit...*

## MANIF AUX FLAMBEAUX

SAINT-MALO, dimanche 30 avril  
21h30 esplanade Saint-Vincent

Créé et chanté à Saint-Malo depuis le 30 mars devant la sous-préfecture à l'occasion du rassemblement contre les violences et la répression policières, puis dans les manifs et « casseroles ».  
**Ca se chante sur l'air connu « on est là, on est là, même si Macron ne veut pas .... »!**

**DARMANIN, DARMANIN,  
VA FALLOIR ARRETER, LES COUPS D'EGOURDIN,  
LES GRENADES ET LES MENSONGES,  
LES GARDES A VUE QUI S'PROLONGENT,  
FLASHBALL ET CANONS A EAU,  
C'EST VRAIMENT TROP !**

### Une fête anticapitaliste pour se (re)donner l'énergie de continuer le combat

Samedi 15 avril se tenait l'annuelle fête du NPA Rennes en présence de près de 200 personnes

Une table ronde autour des luttes féministes a ouvert l'après-midi. Notre camarade Aurore Koechlin, autrice du livre *la Révolution féministe* a pu discuter de la 4ème vague du mouvement féministe venue d'Amérique latine, portée par les combats contre les féminicides et pour la liberté des femmes à disposer de leur corps, amplifiée par le moment #MeToo. La discussion a aussi porté sur l'articulation entre mouvement féministe et mouvement contre la réforme des retraites, apparue notamment les 7 et 8 mars.

En deuxième partie de la fête, s'est tenu un meeting à plusieurs voix. Tout d'abord celles des camarades du comité rennais des Soulèvements de la Terre, qui ont évoqué la menace de dissolution de ce mouvement. Suivies de celle d'une militante du collectif de soutien aux personnes sans papiers qui est venue parler du projet de loi raciste de Darmanin sur l'asile et l'immigration. Notre camarade T. du NPA Rennes, et membre de la commission LGBTI du NPA, s'est ensuite exprimée pour montrer les conséquences spécifiques de la réforme des retraites sur les personnes LGBTI et pointer le danger des forces réactionnaires et d'extrême droite qui, à travers l'offensive anti-trans, menacent les droits de toutes les personnes LGBTI et de toutes les femmes. C'est enfin Olivier Besancenot qui a conclu le meeting et a rappelé la nécessité de continuer la lutte car même si nous n'avons pas encore gagné, nous pouvons toujours, et nous devons, gagner. Ce qui est sûr c'est que la crise actuelle nous rappelle que pour notre survie collective, il y a urgence à dégager Macron et son gouvernement et à construire une alternative au monde capitaliste.

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre site internet 35 et à discuter sur notre page facebook:

<http://www.anticapitaliste-35.org>

<http://www.facebook.com/npaSaintMalo>

